Sommaire

P 1: Edito
P 2: Pas d'Ecole archaïque
P3: Réformes du secondaire
P4: CIO et Cité administrative
P5 : La retraite à points
P6: Infirmières et Pôle Emploi

Syndicalisme pluriel

La revue de la FSU 77, désormais en numérique.

Consultez également le site: https://fsu77.fsu.fr/

EDITO

Après la loi travail, la remise en cause du statut des cheminots, la baisse des APL, l'augmentation de la CSG pour une grande partie des retraités, le gouvernement actuel poursuit sa politique destructrice en visant les 5,4 millions de fonctionnaires soit un actif sur cinq.
Après la RGPP de Nicolas Sarkozy, la MAP de François Hollande, voici action publique 2022, la réforme de l'Etat version Emmanuel Macron.

Les préconisations, les pistes avancées par le rapport d'experts (Comité Action Publique 2022) rappellent l'ensemble du catalogue des poncifs du libéralisme en matière de Fonction Publique : suppression de 120 000 postes de fonctionnaires au cours du quinquennat, recours massifié au recrutement de contractuels, rémunération plus individualisée, dynamitage des garanties collectives….

Si la fonction publique et les services publics existent, c'est pour garantir à chacun l'effectivité de ses droits : droits à l'éducation, à la culture, aux transports, aux loisirs, à la retraite… Ce sont des droits constitutionnels pour les uns, acquis par la loi pour d'autres. Ils sont dus aux populations et derrière chaque service public, se trouvent des fonctionnaires ! Des fonctionnaires qui continuent à mener à bien leurs missions alors qu'attaqués déjà par les gouvernements précédents. Ils ont été déclassés : le pouvoir d'achat des agents de la fonction publique a diminué de plus de 9% entre 2000 et 2017. La part des primes atteint 30,3% du salaire brut des fonctionnaires de l'Etat, (hors enseignants où elles sont moindres). Le nombre de contractuels (donc de précaires) représentent aujourd'hui 22% des agents de la fonction publique, soit un peu plus d'un million de travailleurs….

Nous pensons à la FSU, que la fonction publique, loin d'être un coût, est d'abord une richesse et que ses agents méritent mieux que d'être montrés du doigt comme les seuls responsables de la dette de l'Etat.

Nous ne pouvons que vous inciter à vous saisir massivement des élections professionnelles qui se dérouleront du 29 novembre au 6 décembre prochain. Votez pour les listes FSU ! Montrons à ce gouvernement que nous sommes attachés à la fonction publique et aux services publics.

Bruno Martoglio, secrétaire départemental